

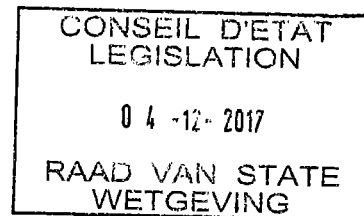
Avant-projet de décret portant assentiment au Protocole d'adhésion à l'Accord commercial entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Colombie et le Pérou, d'autre part, en vue de tenir compte de l'adhésion de l'Équateur, signé à Bruxelles le 11 novembre 2016.

Le Gouvernement wallon,

Sur la proposition du Ministre-Président, chargé des Relations internationales,

Après délibération,

ARRÊTE :



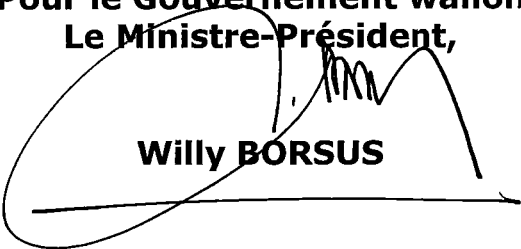
Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales, est invité à présenter au Parlement wallon le projet de décret dont la teneur suit :

Article unique

Le Protocole d'adhésion à l'Accord commercial entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Colombie et le Pérou, d'autre part, en vue de tenir compte de l'adhésion de l'Équateur, signé à Bruxelles le 11 novembre 2016, sortira son plein et entier effet.

Namur, le

**Pour le Gouvernement wallon
Le Ministre-Président,**


Willy BORSUS

Avant-projet de décret portant assentiment au Protocole d'adhésion à l'Accord commercial entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Colombie et le Pérou, d'autre part, en vue de tenir compte de l'adhésion de l'Équateur, signé à Bruxelles le 11 novembre 2016.

Exposé des motifs

A. Contexte et objet de l'accord

En 2007, l'Union européenne commença des négociations avec la communauté andine, composée de la Colombie, du Pérou, de l'Équateur et de la Bolivie, en vue de conclure un accord commercial avec ces pays.

Cependant, la Bolivie en 2008, puis l'Équateur en 2009, se retirèrent des négociations, laissant ainsi la Colombie (CO) et le Pérou (PE) terminer la conclusion de l'accord avec l'UE en 2010. La possibilité fut néanmoins laissée à la Bolivie et l'Équateur de rejoindre plus tard l'accord grâce à une clause d'adhésion. C'est ce que fit l'Équateur en 2014.

Après le toilettage juridique et la traduction du texte en cours, le protocole d'adhésion sera soumis aux Parties pour signature et ratification. L'application provisoire est prévue avant la graduation définitive de l'Équateur du Système européen des Préférences Généralisées (SPG) pour des pays en voie de développement fin 2016.

B. Le contenu de l'accord

L'accord commercial avec l'Équateur est quasiment identique à celui avec la Colombie et le Pérou et créera un environnement stable et prévisible favorisant et diversifiant le commerce des deux côtés.

L'accord prévoit notamment la suppression des droits de douane sur tous les produits industriels et de la pêche, permettant ainsi aux exportateurs européens de faire des économies conséquentes. L'accord permet aussi un élargissement de l'accès aux marchés pour les exportations primaires de l'Équateur, en particulier pour les bananes, les produits de la pêche, les fleurs coupées, le cacao, les fruits et les noix. Vu son statut de pays en voie de développement, l'Équateur bénéficiera d'une période de libéralisation plus large, c'est-à-dire de 17 ans contre 10 ans pour l'Union européenne.

En ce qui concerne l'accès aux marchés publics, aux marchés des services et la libéralisation de l'établissement, l'accord garde le même niveau

d'ambition que pour celui avec la Colombie et le Pérou. Notons qu'il s'agit de la toute première ouverture internationale de l'Equateur concernant les marchés publics. Le volet services de l'accord couvre les intérêts offensifs les plus importants de l'UE, et en particulier les services financiers, la télécommunication, les services professionnels, les services de distribution et les services environnementaux.

L'accord permet aussi de réduire davantage les obstacles techniques au commerce et établit des normes communes concernant la propriété intellectuelle (assurant la protection d'indications géographiques), la transparence et la concurrence.

Pour ce qui est du volet sur le développement durable, les dispositions de l'accord avec la Colombie et le Pérou restent d'actualité, prévoyant des normes de protection des droits de l'Homme et de l'Etat de droit ainsi que des engagements relatifs aux conventions fondamentales de l'OIT et à la protection de l'environnement. De plus, la société civile sera associée à sa mise en œuvre.

La Belgique : opportunités économiques et ratification

En ce qui concerne la Belgique, nos exportateurs de produits chimiques et pharmaceutiques bénéficieront de l'abolition des tarifs douaniers et d'un cadre juridique stable, identique au cadre en vigueur en Colombie et au Pérou. De plus, cet accord est un levier contre des barrières non-tarifaires, dont les barrières qui menacent actuellement nos exportations agro-alimentaires.

Pour des produits agricoles sensibles comme le sucre, des contingents tarifaires maximaux ont été agréés. Le mécanisme de sauvegarde bilatérale de l'accord avec la Colombie et le Pérou est maintenu et permet donc à la Commission européenne de garder une certaine discrétion en la matière. Cette discrétion est importante afin d'éviter des situations de 'stop&go' préjudiciant nos opérateurs logistiques et d'importation.

C. Nature de l'Accord sur le plan interne

Le caractère mixte (Etat fédéral – Communautés – Régions) de ce Protocole a été reconnu par le Groupe de travail Traités mixtes au sein du Groupe de travail Traités mixtes (G.T.T.M.) en date du 26 mars 2015.

PROTOCOLE
D'ADHÉSION À L'ACCORD COMMERCIAL
ENTRE L'UNION EUROPÉENNE ET SES ÉTATS MEMBRES, D'UNE PART,
ET LA COLOMBIE ET LE PÉROU, D'AUTRE PART,
EN VUE DE TENIR COMPTE DE L'ADHÉSION DE L'ÉQUATEUR

LE ROYAUME DE BELGIQUE,

LA RÉPUBLIQUE DE BULGARIE,

LA RÉPUBLIQUE TCHÈQUE,

LE ROYAUME DE DANEMARK,

LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE,

LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE,

L'IRLANDE,

LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE,

LE ROYAUME D'ESPAGNE,

LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

LA RÉPUBLIQUE DE CROATIE,

LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE,

LA RÉPUBLIQUE DE CHYPRE,

LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE,

LA RÉPUBLIQUE DE LITUANIE,

LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG,

LA HONGRIE,

LA RÉPUBLIQUE DE MALTE,

LE ROYAUME DES PAYS-BAS,

LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE,

LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE,

LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE,

LA ROUMANIE,

LA RÉPUBLIQUE DE SLOVÉNIE,

LA RÉPUBLIQUE SLOVAQUE,

LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE,

LE ROYAUME DE SUÈDE,

LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD,

parties contractantes au traité sur l'Union européenne et au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, ci-après dénommés les "États membres de l'Union européenne",

et

L'UNION EUROPÉENNE,

d'une part, et

LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE (ci-après dénommée "Colombie"),

LA RÉPUBLIQUE DU PÉROU (ci-après dénommée "Pérou"),

et

LA RÉPUBLIQUE DE L'ÉQUATEUR (ci-après dénommée "Équateur"),

ci-après également dénommées les "pays andins signataires",

d'autre part,

CONSIDÉRANT que l'accord commercial entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Colombie et le Pérou, d'autre part (ci-après dénommé "accord"), a été signé à Bruxelles le 26 juin 2012 et que certaines de ses dispositions sont appliquées, en vertu de son article 330, entre l'Union européenne et le Pérou depuis le 1^{er} mars 2013, et entre l'Union européenne et la Colombie depuis le 1^{er} août 2013;

CONSIDÉRANT que le traité relatif à l'adhésion de la République de Croatie (ci-après dénommée "Croatie") à l'Union européenne a été signé à Bruxelles le 9 décembre 2011 et est entré en vigueur le 1^{er} juillet 2013;

CONSIDÉRANT que le protocole additionnel à l'accord en vue de tenir compte de l'adhésion de la République de Croatie à l'Union européenne (ci-après dénommé "protocole additionnel") a été signé par l'Union européenne, la Colombie et le Pérou le 30 juin 2015 à Bruxelles;

CONSIDÉRANT que l'article 6 de l'accord dispose qu'aux fins de l'accord, on entend par: "partie", l'Union européenne ou ses États membres ou l'Union européenne et ses États membres dans leurs domaines de compétence respectifs découlant du traité sur l'Union européenne et du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (ci-après dénommés la "partie UE"), ou chacun des pays andins signataires;

CONSIDÉRANT que l'article 7, paragraphe 1, de l'accord dispose que les dispositions de l'accord s'appliquent aux relations économiques et commerciales bilatérales entre, d'une part, chaque pays andin signataire et, d'autre part, la partie UE; en revanche, elles ne s'appliquent pas aux relations économiques et commerciales entre les pays andins signataires;

CONSIDÉRANT que l'article 329 de l'accord prévoit les modalités de l'adhésion d'autres pays membres de la Communauté andine à l'accord;

CONSIDÉRANT que l'Union européenne et l'Équateur ont conclu les négociations le 17 juillet 2014;

CONSIDÉRANT que le comité "Commerce" institué par l'accord s'est vu notifier la conclusion des négociations entre l'Union européenne et l'Équateur le 5 septembre 2014;

CONSIDÉRANT que l'adhésion de l'Équateur à l'accord ne devient effective qu'après la conclusion d'un protocole d'adhésion;

CONSIDÉRANT que, pour que l'Équateur adhère au protocole additionnel, il convient que les dispositions du protocole additionnel soient intégrées dans les dispositions du présent protocole;

CONSIDÉRANT que le texte du présent protocole a été approuvé par le comité "Commerce" institué par l'accord, conformément aux procédures et aux exigences prévues à l'article 329, paragraphe 4, de l'accord;

CONSIDÉRANT que les parties sont dès lors convenues 'de réaliser l'adhésion de l'Équateur à l'accord au moyen du présent protocole,

SONT CONVENUS DES DISPOSITIONS QUI SUIVENT:

SECTION I

LES PARTIES CONTRACTANTES

ARTICLE 1

L'Équateur devient partie à l'accord, y compris aux modifications qui y ont été apportées par le protocole additionnel.

SECTION II

DISPOSITIONS DE L'ACCORD

ARTICLE 2

Le titre, la liste des pays andins signataires, le onzième considérant ainsi que les articles 9, 11, 12, 13, 30, 41, 46, 48, 54, 57, 70, 78, 113, 120, 123, 124, 126, 127, 128, 137, 139, 142, 154, 167, 170, 202, 231, 232, 258, 278, 304 et 324 de l'accord sont modifiés conformément à l'annexe I du présent protocole.

SECTION III

LISTES DE DÉMANTÈLEMENT TARIFAIRE

ARTICLE 3

1. Le texte figurant à l'annexe II du présent protocole est ajouté à la section B de l'appendice 1 de l'annexe I de l'accord.
2. Le texte figurant à l'annexe III du présent protocole est inséré après la "Liste de démantèlement tarifaire de la partie UE pour les marchandises originaires du Pérou" figurant à l'annexe I de l'accord.

ARTICLE 4

1. Le texte figurant à l'annexe IV du présent protocole est ajouté à l'appendice 1 de l'annexe I de l'accord.
2. Le texte figurant à l'annexe V du présent protocole est ajouté après la "Liste de démantèlement tarifaire du Pérou pour les marchandises originaires de l'Union européenne" à l'annexe I de l'accord.

ARTICLE 5

Le titre de la section A de l'appendice 2 de l'annexe I à l'accord est remplacé par le texte suivant:

"COLOMBIE ET ÉQUATEUR".

SECTION IV

RÈGLES D'ORIGINE

ARTICLE 6

L'annexe II de l'accord est modifiée conformément à l'annexe VI du présent protocole.

SECTION V

MESURES DE SAUVEGARDE AGRICOLES

ARTICLE 7

Le texte figurant à l'annexe VII du présent protocole est ajouté à l'annexe IV de l'accord.

SECTION VI

MESURES SANITAIRES ET PHYTOSANITAIRES

ARTICLE 8

À l'annexe VI de l'accord, l'appendice 1 est remplacé par le texte figurant à l'annexe VIII du présent protocole.

ARTICLE 9

Les points de contact et sites internet ci-après, qui se rapportent à l'Équateur, sont ajoutés au point "A. Points de contact" et au point "B. Sites internet gratuits" de l'appendice 4 de l'annexe VI de l'accord:

A. Points de contact

"Pour l'Équateur:

Instituto Nacional de Pesca (INP)

Adresse postale: Letamendi 102 y La Ría, Guayaquil – Équateur

Tél. +593- 4 241- 6042, 4 240 2304

Courriel: direccion_inp@institutopesca.gob.ec

Agencia de Regulación, Control y Vigilancia Sanitaria (ARCSA)

Adresse postale: La Razón 280 y El Comercio, Edificio San Francisco, Quito – Équateur

Tél. +593- 2- 2921552, 2 226 3445

Courriel: registro.cosmeticos@controlsanitario.gob.ec, Registro.alimentos@controlsanitario.gob.ec,

Registro.medicamentos@controlsanitario.gob.ec

Ministerio de Comercio Exterior (MCE)

Adresse postale: Av. De los Shyris N° 34-152 y Holanda, Quito – Équateur

Tél. +593- 2- 393- 5460

Courriel: direccion.msf@comercioexterior.gob.ec";

B. Sites internet gratuits

"Pour l'Équateur:

www.agrocalidad.gob.ec

www.institutopesca.gob.ec

www.controlsanitario.gob.ec

www.comercioexterior.gob.ec".

SECTION VII

COMMERCE DE SERVICES, ÉTABLISSEMENT ET COMMERCE ÉLECTRONIQUE

ARTICLE 10

À l'annexe VII de l'accord, la section B est remplacée par le texte figurant à l'annexe IX du présent protocole.

ARTICLE 11

Le texte figurant à l'annexe X du présent protocole est ajouté à l'annexe VII de l'accord.

ARTICLE 12

À l'annexe VIII de l'accord, la section B est remplacée par le texte figurant à l'annexe XI du présent protocole.

ARTICLE 13

Le texte figurant à l'annexe XII du présent protocole est ajouté à l'annexe VIII de l'accord.

ARTICLE 14

À l'annexe IX de l'accord, la section B de l'appendice 1 est remplacée par le texte figurant à l'annexe XIII du présent protocole.

ARTICLE 15

Le texte figurant à l'annexe XIV du présent protocole est ajouté à l'appendice 1 de l'annexe IX de l'accord.

ARTICLE 16

À l'annexe IX de l'accord, la section B de l'appendice 2 est remplacée par le texte figurant à l'annexe XV du présent protocole.

ARTICLE 17

Le texte figurant à l'annexe XVI du présent protocole est ajouté à l'appendice 2 de l'annexe IX de l'accord.

ARTICLE 18

Le point d'information ci-après, relatif à l'Équateur, est ajouté à l'annexe X de l'accord:

"ÉQUATEUR

Ministerio de Comercio Exterior

Avenida de los Shyris N 34-152 y Holanda

Quito, Équateur

Edificio Shyris Center

Courriel: direccion.servicios@comercioexterior.gob.ec".

ARTICLE 19

Le texte figurant à l'annexe XVII du présent protocole est inséré après l'annexe XI en tant qu'annexe XI *bis* de l'accord.

SECTION VIII

MARCHÉS PUBLICS

ARTICLE 20

À l'annexe XII de l'accord, la section B de l'appendice 1 est remplacée par le texte figurant à l'annexe XVIII du présent protocole.

ARTICLE 21

Le texte figurant à l'annexe XIX du présent protocole est ajouté à l'appendice 1 de l'annexe XII de l'accord.

ARTICLE 22

Le texte suivant est ajouté à l'appendice 2 de l'annexe XII de l'accord:

"4. Équateur

Portail des marchés publics de l'Équateur: <http://www.compraspublicas.gob.ec>".

ARTICLE 23

Le texte suivant est ajouté à l'appendice 3 de l'annexe XII de l'accord:

"4. Équateur

Portail des marchés publics de l'Équateur: <http://www.compraspublicas.gob.ec>".

SECTION IX

INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES

ARTICLE 24

Le texte suivant est ajouté à l'appendice 1 de l'annexe XIII de l'accord:

"d) Indications géographiques de l'Équateur pour les produits agricoles et alimentaires, les vins, les spiritueux et les vins aromatisés

Indication géographique	Produit
Cacao Arriba	Cacao

".

ARTICLE 25

Le texte suivant est ajouté à l'appendice 2 de l'annexe XIII de l'accord:

"c) Liste des indications géographiques de l'Équateur pour les produits autres que les produits agricoles et alimentaires, les vins, les spiritueux et les vins aromatisés

Indication géographique	Description du produit
Montecristi	Artisanat – Chapeau de paille "toquilla"

".

SECTION X

DÉCLARATIONS COMMUNES

ARTICLE 26

Les déclarations communes de l'Équateur et de la partie UE, figurant à l'annexe XX du présent protocole, sont insérées à la suite de la déclaration commune faite par la Colombie, le Pérou et la partie UE.

SECTION XI

DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET FINALES

ARTICLE 27

1. Le présent protocole est conclu par la partie UE et chaque pays andin signataire dans le respect de leurs procédures internes respectives.
2. La partie UE et chaque pays andin signataire notifie par écrit l'achèvement de leurs procédures internes nécessaires à l'entrée en vigueur du présent protocole à l'ensemble des parties et au dépositaire visé au paragraphe 5.
3. Le présent protocole entre en vigueur entre la partie UE et chaque pays andin signataire le premier jour du mois suivant la date de la réception par le dépositaire des dernières notifications prévues au paragraphe 2 de la part de la partie UE et du pays andin signataire correspondant.
4. Nonobstant le paragraphe 3, les parties conviennent que le présent protocole peut être appliqué à titre provisoire, dans l'attente de l'achèvement des procédures internes de la partie UE pour son entrée en vigueur. L'application provisoire du présent protocole entre la partie UE et chaque pays andin signataire débute le premier jour du mois suivant la date de réception, par le dépositaire, des documents suivants:
 - a) la notification de la partie UE concernant l'accomplissement des formalités nécessaires à cet effet; et
 - b) l'instrument de ratification par chaque pays andin signataire, dans le respect de ses procédures et du droit applicable.

5. Les notifications sont adressées au secrétaire général du Conseil de l'Union européenne agissant en qualité de dépositaire du présent protocole.

6. Lorsque, conformément au paragraphe 4, les parties appliquent une disposition de l'accord dans l'attente de l'entrée en vigueur du présent protocole, toute mention, dans une telle disposition, de la date d'entrée en vigueur du présent protocole est réputée renvoyer à la date à partir de laquelle les parties conviennent d'appliquer cette disposition conformément au paragraphe 4.

ARTICLE 28

Le présent protocole est rédigé en quatre exemplaires en langues allemande, anglaise, bulgare, croate, danoise, espagnole, estonienne, finnoise, française, grecque, hongroise, italienne, lettone, lituanienne, maltaise, néerlandaise, polonaise, portugaise, roumaine, slovaque, slovène, suédoise et tchèque, tous les textes faisant également foi.

ARTICLE 29

Le présent protocole fait partie intégrante de l'accord.

Les annexes du présent protocole font partie intégrante de celui-ci.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires soussignés, à ce dûment autorisés, ont signé le présent protocole.

Съставено в Брюксел на единадесети ноември през две хиляди и шестнадесета година.

Hecho en Bruselas, el once de noviembre de dos mil dieciséis.

V Bruselu dne jedenáctého listopadu dva tisíce šestnáct.

Udfærdiget i Bruxelles den ellefte november to tusind og seksten.

Geschehen zu Brüssel am elften November zweitausendsechzehn.

Kahe tuhande kuueteistkümnenda aasta novembrikuu üheteistkümnendal päeval Brüsselis.

Έγινε στις Βρυξέλλες, στις ένδεκα Νοεμβρίου δύο χιλιάδες δεκαέξι.

Done at Brussels on the eleventh day of November in the year two thousand and sixteen.

Fait à Bruxelles, le onze novembre deux mille seize.

Sastavljeno u Bruxellesu jedanaestog studenoga godine dvije tisuće šesnaeste.

Fatto a Bruxelles, addì undici novembre duemilasedici.

Briselē, divi tūkstoši sešpadsmitā gada vienpadsmitajā novembrī.

Priimta du tūkstančiai šešioliktų metų lapkričio vienuoliktą dieną Briuselyje.

Kelt Brüsszelben, a kétézer-tizenhatodik év november havának tizenegyedik napján.

Magħmul fi Brussell, fil-ħdax-il jum ta' Novembru fis-sena elfejn u sittax.

Gedaan te Brussel, elf november tweeduizend zestien.

Sporządzono w Brukseli dnia jedenastego listopada roku dwa tysiące szesnastego.

Feito em Bruxelas, em onze de novembro de dois mil e dezasseis.

Întocmit la Bruxelles la unsprezece noiembrie două mii șaisprezece.

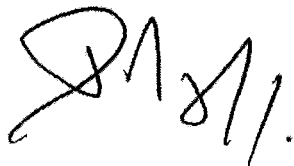
V Bruseli jedenásteho novembra dvetisícšestnást'.

V Bruslju, dne enajstega novembra leta dva tisoč šestnajst.

Tehty Brysselissä yhdenentoista päivänä marraskuuta vuonna kaksituhattakuusitoista.

Som skedde i Bryssel den elfte november år tjugohundrasexton.

Voor het Koninkrijk België
Pour le Royaume de Belgique
Für das Königreich Belgien

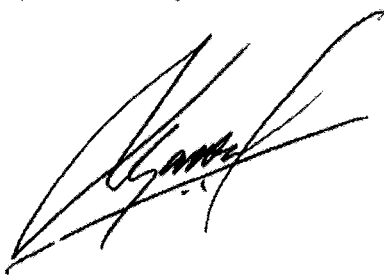


Deze handtekening verbindt eveneens de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

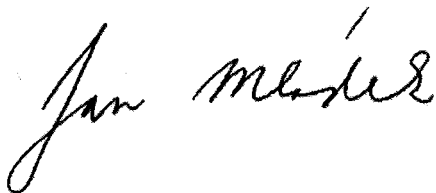
Cette signature engage également la Communauté française, la Communauté flamande, la Communauté germanophone, la Région wallonne, la Région flamande et la Région de Bruxelles-Capitale.

Diese Unterschrift bindet zugleich die Deutschsprachige Gemeinschaft, die Flämische Gemeinschaft, die Französische Gemeinschaft, die Wallonische Region, die Flämische Region und die Region Brüssel-Hauptstadt.

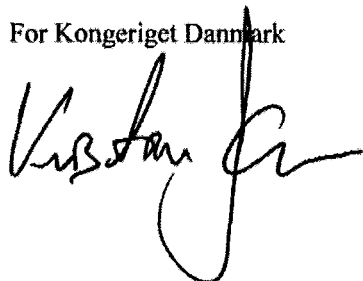
За Република България



Za Českou republiku



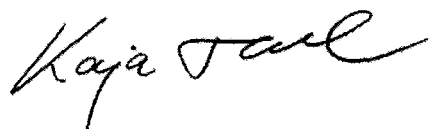
For Kongeriget Danmark



Für die Bundesrepublik Deutschland

Handwritten signature in black ink, appearing to read "Ralf Hübner".

Eesti Vabariigi nimel

Handwritten signature in black ink, appearing to read "Kaja Toom".

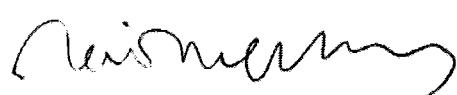
Thar cheann Na hÉireann
For Ireland

Handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized initial followed by a series of connected loops.

Για την Ελληνική Δημοκρατία

Handwritten signature in black ink, featuring a large, stylized initial followed by a horizontal line.

Por el Reino de España

A.R. 

Pour la République française



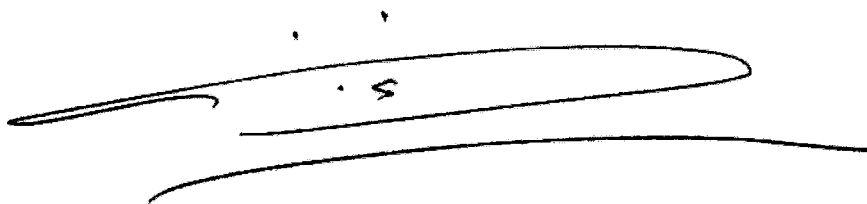
Za Republiku Hrvatsku



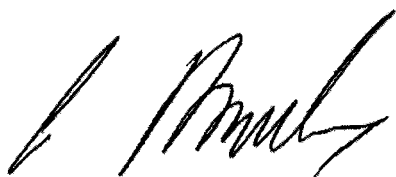
Per la Repubblica Italiana



Για την Κυπριακή Δημοκρατία

A stylized handwritten signature consisting of several overlapping horizontal strokes.

Latvijas Republikas vārdā –

A handwritten signature in cursive script, appearing to start with a large 'L'.

Lietuvos Respublikos vardu

A complex handwritten signature with many loops and flourishes.

Pour le Grand-Duché de Luxembourg

A handwritten signature consisting of a few bold, sweeping strokes.

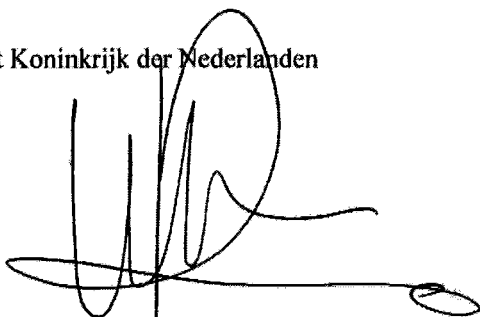
Magyarország részéről

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized capital 'P' followed by a horizontal line and a small flourish at the end.

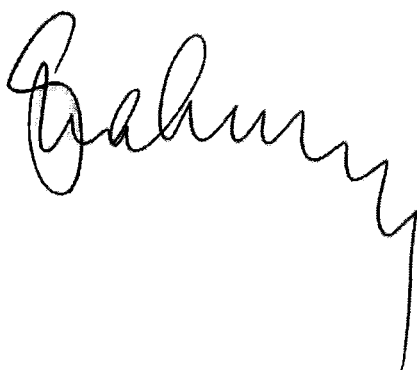
Għar-Repubblika ta' Malta

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Għar' followed by a stylized 'R' and a horizontal line.

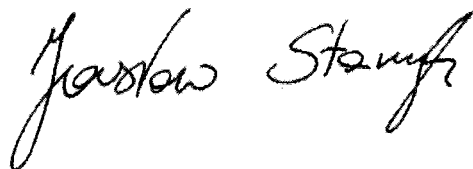
Voor het Koninkrijk der Nederlanden

A handwritten signature in black ink, featuring a large, stylized capital 'W' followed by a horizontal line and a small circle at the end.

Für die Republik Österreich

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Bakun' followed by a long, vertical flourish.

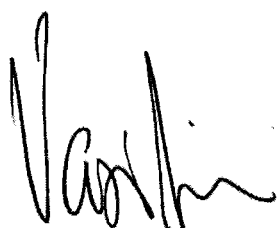
W imieniu Rzeczypospolitej Polskiej

Handwritten signature of Jarosław Stasiński in black ink.

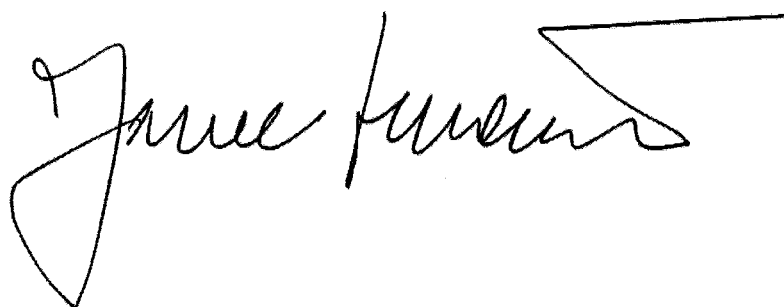
Pela República Portuguesa

Handwritten signature of António Costa in black ink.

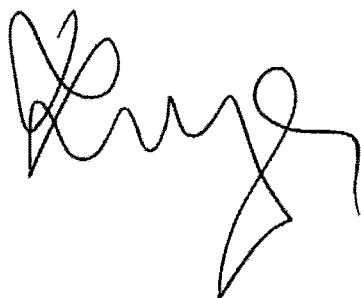
Pentru România

Handwritten signature of Victor Ponta in black ink.

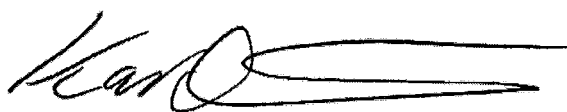
Za Republiko Slovenijo

Handwritten signature of Janez Potočnik in black ink.

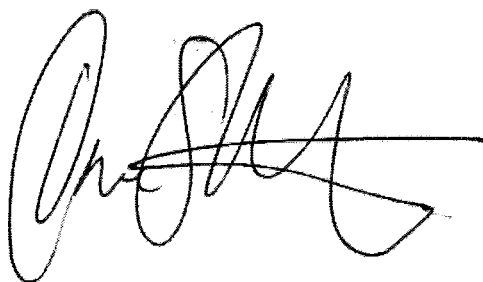
Za Slovenskú republiku



Suomen tasavallan puolesta
För Republiken Finland



För Konungariket Sverige



For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland



За Европейския съюз
Por la Unión Europea
Za Evropskou unii
For Den Europæiske Union
Für die Europäische Union
Euroopa Liidu nimel
Για την Ευρωπαϊκή Ένωση
For the European Union
Pour l'Union européenne
Za Europejską uniję
Per l'Unione europea
Eiropas Savienības vārdā –
Europos Sąjungos vardu
Az Európai Unió részéről
Għall-Unjoni Ewropea
Voor de Europese Unie
W imieniu Unii Europejskiej
Pela União Europeia
Pentru Uniunea Europeană
Za Európsku úniu
Za Evropsko unijo
Euroopan unionin puolesta
För Europeiska unionen

Por la República de Colombia

Por la República del Perú

Por la República del Ecuador

Предходният текст е заверено копие на оригинала, депозиран в архивите на Генералния секретариат на Съвета в Брюксел.
 El texto que precede es copia certificada conforme del original depositado en los archivos de la Secretaría General del Consejo en Bruselas.
 Předchozí text je ověřeným opisem originálu uloženého v archivu generálního sekretariátu Rady v Bruselu.
 Foranstående tekst er en bekræftet genpart af originaldokumentet deponeret i Rådets Generalsekretariats arkiver i Bruxelles.
 Der vorstehende Text ist eine beglaubigte Abschrift des Originals, das im Archiv des Generalsekretariats des Rates in Brüssel hinterlegt ist.
 Eelnev tekst on tõestatud koopia originaalist, mis on antud hoiule nõukogu peasekretariaadi arhiivi Brüsselis.
 Το ανωτέρω κείμενο είναι ακριβές αντίγραφο του πρωτοτύπου που είναι κατατεθειμένο στο αρχείο της Γενικής Γραμματείας του Συμβουλίου στις Βρυξέλλες.
 The preceding text is a certified true copy of the original deposited in the archives of the General Secretariat of the Council in Brussels.
 Le texte qui précède est une copie certifiée conforme à l'original déposé dans les archives du secrétariat général du Conseil à Bruxelles.
 Tekst koji prethodi potvrđena je kopija vjerna originalu položenom u arhivu Glavnog tajništva Vijeća u Bruxellesu.
 Il testo che precede è una copia certificata conforme all'originale depositato presso gli archivi del segretariato generale del Consiglio a Bruxelles.
 Šis teksts ir apliecināta kopija, kas atbilst oriģinālam, kurš deponēts Padomes Ģenerālsēkretariāta arhīvos Briselē.
 Pirmiau pateiktas tekstas yra Tarybos generalinio sekretoriato archyvuose Briuselyje deponuoto originalo patvirtinta kopija.
 A fenti szöveg a Tanács Főtitkárságának brüsszeli irattárában letétbe helyezett eredeti példány hiteles másolata.
 It-test prečedenti huwa kopja ċertifikata vera tal-original iddepożitat fl-arkivji tas-Segretarjat Ġenerali tal-Kunsill fi Brussell.
 De voorgaande tekst is het voor eensluidend gewaarmerkt afschrift van het origineel, nedergelegd in de archieven van het secretariaat-generaal van de Raad te Brussel.
 Powyższy tekst jest kopią poświadczoną za zgodność z oryginałem złożonym w archiwum Sekretariatu Generalnego Rady w Brukseli.
 O texto que precede é uma cópia autenticada do original depositado nos arquivos do Secretariado-Geral do Conselho em Bruxelas.
 Textul anterior constituie o copie certificată pentru conformitate a originalului depus în arhivele Secretariatului General al Consiliului la Bruxelles.
 Predchádzajúci text je overenou kópiou originálu, ktorý je uložený v archíve Generálneho sekretariátu Rady v Bruseli.
 Zgornje besedilo je overjena verodostojna kopija izvirnika, ki je deponiran v arhivu generalnega sekretariata Sveta v Bruslju.
 Edellä oleva teksti on oikeaksi todistettu jäljennös Brysselissä olevan neuvoston pääsihteeristön arkistoon talletetusta alkuperäisestä tekstistä.
 Ovanstående text är en bestyrkt avskrift av det original som deponerats i rådets generalsekretariats arkiv i Bryssel.

Брюксел,
 Bruselas,
 Brusel,
 Bruxelles, den
 Brüssel, den
 Brüssel,
 Βρυξέλλες,
 Brussels,
 Bruxelles, le
 Bruxelles,
 Bruxelles, addi
 Briselë,
 Briuselis
 Brüssel,
 Brussel,
 Brussel,
 Brussel,
 Bruksela, dnia
 Bruxelles, em
 Bruxelles,
 Brusel
 Bruselj,
 Bryssel,
 Bryssel den

16 -11- 2016

За генералния секретар на Съвета на Европейския съюз
 Por el Secretario General del Consejo de la Unión Europea
 Za generálního tajemníka Rady Evropské unie
 For Generalsekretæren for Rådet for Den Europæiske Union
 Für den Generalsekretär des Rates der Europäischen Union
 Euroopa Liidu Nõukogu peasekretäri nimel
 Για τον Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρωπαϊκής Ένωσης
 For the Secretary-General of the Council of the European Union
 Pour le Secrétaire Général du Conseil de l'Union européenne
 Za glavnog tajnika Vijeća Europske unije
 Per il Segretario Generale del Consiglio dell'Unione europea
 Eiropas Savienības Padomes Ģenerālsēkretāra vārdā –
 Europos Sąjungos Tarybos generalinio sekretoriaus vardu
 Az Európai Unió Tanácsának főtitkára nevében
 Għas-Segretarju Ġenerali tal-Kunsill tal-Unjoni Ewropea
 Voor de Secretaris-Generaal van de Raad van de Europese Unie
 W imieniu Sekretarza Generalnego Rady Unii Europejskiej
 Pelo Secretário-Geral do Conselho da União Europeia
 Pentru Secretarul General al Consiliului Uniunii Europene
 Za generálneho tajomníka Rady Európskej únie
 Za generalnega sekretarja Sveta Evropske unije
 Euroopan unionin neuvoston pääsihteerin puolesta
 För generalsekreteraren för Europeiska unionens råd



L. SCHIAVO
 Directeur Général